

Pour un retour au fondamentaux de 2007 :

LE FIGARO 23/03/2010

Il y a trois ans, lors de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy a présenté un projet aux français. Ce projet a rassemblé près de 19 millions d'électeurs qui ont placé d'importants espoirs dans sa mise en oeuvre et dans l'action du nouveau président.

Lors des élections régionales, le vrai vainqueur aura été l'abstention, signe d'un désintérêt, d'une défiance, voire d'une peur dans l'avenir, inquiétante pour nous les responsables politiques, qui avons besoin pour agir de la confiance et du soutien des citoyens. Nous devons en tirer les enseignements, notamment pour ce qui nous concerne, en replaçant l'action de la majorité dans une perspective d'avenir.

Le contrat passé en 2007 avec les français n'est pas limité au temps de l'élection, c'est un engagement de cinq ans fondé sur un projet concerté et longuement mûri par Nicolas Sarkozy et François Fillon.

Ce contrat, qui lie les Français et la majorité présidentielle, nous députés, avons la responsabilité d'en assurer la mise en oeuvre législative, le contrôle et l'évaluation. Certes nous ne pouvons ignorer que deux ans après le début de la législature, la crise économique, la plus grave que le monde ait connu depuis 1929, a bouleversé la mise en oeuvre de ce projet.

La crise prive l'Etat de ressources en même temps qu'elle nécessite une mobilisation des finances publiques pour assurer la reprise et engager la nécessaire solidarité en direction des victimes de cette déflagration économique. Pour autant la crise, qui pousse nombre de Français à s'inquiéter pour leur emploi, pour leurs revenus ou pour leur protection sociale, doit-elle être le prétexte à l'abandon de réformes structurelles, trop longtemps différées et indispensables à notre pays ?

Devons-nous nous contenter de prétendre que tout peut s'arranger alors que le monde n'a jamais changé aussi vite ?

Si certains ont osé et pu le faire croire, c'est que nous avons manqué de force de conviction, d'explications, et que nous devons être encore plus présents sur le terrain des idées et des valeurs. Plus que jamais la poursuite de réformes justes et équitables est nécessaire pour rétablir cette confiance dans l'avenir sans laquelle il n'y a pas de réussite collective.

Certes, le changement peut être anxiogène, dans une période où tant de repères ont été balayés par le dérèglement de la finance mondiale et les abus de la spéculation, qui ont fragilisé les économies de tous les pays.

Certes, toutes les réformes ne peuvent faire consensus, et nous serions présomptueux, les résultats de dimanche le rappellent, de croire que notre action est spontanément comprise comme cohérente et favorisant la modernisation de notre société, dont nous percevons l'urgence.

L'adhésion à notre projet est aussi conditionnée par la réussite des réformes, que nous avons annoncées, permettant la sauvegarde de notre modèle social, auquel nous sommes tant attachés, en même temps que la compétitivité de la France dans une économie mondialisée que nous devons contribuer à responsabiliser. Nous n'avons pas à rougir d'avoir depuis trois ans déjà fait d'adopter des lois essentielles pour préserver l'environnement et créer une croissance verte, libérer le travail, renforcer la sécurité de chacun, ou construire l'avenir de nos enfants grâce à la liberté et aux moyens donnés aux universités et à la recherche.

Aujourd'hui, avec tous les parlementaires de la majorité, nous devons relever de nouveaux défis : la sauvegarde durable des retraites comme nous nous y sommes engagés, la réponse au drame de la dépendance qui touche un nombre croissant de familles, la sécurité pour tous et la justice pour les victimes, la nouvelle organisation territoriale pour favoriser une action publique plus efficace, plus réactive et plus proche du citoyen.

Cette ambition doit nous guider mais jamais elle ne suffira pour réussir. Nous devons aussi convaincre qu'il faut faire converger les initiatives pour mettre en oeuvre les investissements d'avenir qui nous préserveront d'un déclin progressif de la France dans le monde. Renoncer au projet qui a rassemblé les Français en 2007 serait à notre sens une erreur majeure. C'est par sa capacité à se réformer dans la durée comme par sa capacité à restaurer ses finances publiques que la France sera respectée et entendue en Europe comme elle l'est de nouveau.

Forts de notre volonté de prouver que la confiance qui nous a été apportée est méritée, fidèles à l'engagement pris devant les Français, partageant la conviction qu'il n'est point d'action gouvernementale efficace sans la durée, convaincus que nous serons jugés au final sur notre capacité à surmonter les difficultés et non à les aggraver par des querelles stériles, nous affirmons notre soutien pour poursuivre l'action de réforme.

Signataires : Valérie ROSSO-DEBORD, Michel BOUVARD, Olivier CARRE, Gérard CHERPION, Jean-Michel COUVE, Richard DELL'AGNOLA, Nicolas DHUICQ, Jean-Claude FLORY, Philippe GOUJON, Michel GRALL, Françoise GUEGOT, Sébastien

HUYGHE, Henriette MARTINEZ, Jean-Claude MIGNON, Jean-Pierre NICOLAS,
Béatrice PAVY, Jean-Frédéric Poisson, Michel TERROT

LE FIGARO